

CONV 188/02

WG I 7

NOTE

Du :	Secrétariat
Au :	Groupe de travail I« Subsidiarité.»
Objet :	Note de synthèse de la réunion du 10 juillet 2002

Lors de sa réunion du 10 juillet, le groupe de travail I a achevé la phase d'audition sur la question relative au principe de subsidiarité.

M. Hoffschulte, premier Vice-président du CCRE (Conseil des Communes et des Régions de l'Europe) s'est référé à l'application du principe de subsidiarité dans les relations entre les entités décentralisées et les Etats, notamment pour ce qui est des communes et des régions. M. Hoffschulte a indiqué que dans les Etats décentralisés où il existe également un contrôle de l'application du principe de subsidiarité, l'expérience avait montré la nécessité d'intégrer les communes dans un tel contrôle. Il a aussi souligné l'importance du principe de connexité dans ce cadre, étant donné que le véritable contrôle s'exerce par le biais des moyens budgétaires. En conséquence, toute attribution de tâches aux communes devrait être accompagnée des moyens financiers correspondants.

En répondant aux interventions de certains membres du groupe, qui ont estimé que la répartition des tâches à l'intérieur des Etats devait continuer à relever de ceux-ci et qu'il fallait éviter de transférer au niveau européen des problèmes qui devaient être réglés à l'intérieur de chaque Etat,

M. Hoffschulte a répondu qu'il ne plaidait pas pour que l'Europe règle le problème des rapports entre les entités décentralisées et l'Etat, mais qu'il s'agissait plutôt d'éviter de reproduire au niveau européen les erreurs qui ont pu être commises au niveau national.

M. Arrighi de Casanova, Conseiller d'Etat, a présenté le rôle du Conseil d'Etat et du Conseil Constitutionnel français dans le contrôle de la constitutionnalité des lois. Le rôle du Conseil d'Etat est consultatif et intervient avant le dépôt par le gouvernement d'un projet de loi: il donne des avis sur la conformité des projets de loi du gouvernement avec la Constitution. Le rôle du Conseil constitutionnel est d'examiner la conformité des lois approuvées avec la Constitution, avant l'entrée en vigueur de celles-ci. Cet examen a lieu d'une façon systématique pour ce qui est des lois touchant au fonctionnement des Institutions (lois organiques) et sur saisine du Président de la République, du Premier Ministre, des Présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, ainsi que, depuis 1974, de 60 députés et 60 Sénateurs pour ce qui est de lois ordinaires. La saisine du Conseil Constitutionnel intervient avant la promulgation de la loi. Elle doit être introduite dans un délai de 15 jours après l'adoption de la loi par le Parlement. Le Conseil constitutionnel dispose alors d'un délai d'un mois pour se prononcer. La décision du Conseil constitutionnel peut porter sur toute ou partie du texte qui lui est soumis. Sa décision est obligatoire. La loi ne peut plus faire l'objet d'un contrôle de constitutionnalité mais le juge conserve la possibilité d'en écarter l'application pour d'autres raisons, par exemple, en faisant prévaloir la législation internationale européenne sur la loi nationale. Le Conseil Constitutionnel est composé de 9 membres, renouvelables par tiers. Il s'agit d'un organe mi-politique mi-juridictionnel dont la pratique montre qu'il est composé de personnalités de haut niveau ayant été actives en politique et/ou de juristes éminents.

Le Professeur Maurer a signalé que la façon dont les Parlements nationaux contrôlent le principe de subsidiarité a fait l'objet d'un document exhaustif envoyé aux membres du groupe. M. Maurer a expliqué comment dans certains systèmes les Parlements nationaux exerçaient un contrôle sur leurs gouvernements, (p. ex., en Allemagne a lieu chaque année un débat sur l'application du principe de subsidiarité). M. Maurer a fait observer que, malgré la possibilité qui lui est offerte dans le Protocole sur les Parlements nationaux, la COSAC ne s'est pas penchée jusqu'à présent sur les problèmes législatifs de l'Union européenne bien que, après la réunion de Helsinki, la COSAC a

commencé à s'intéresser davantage à des questions politiques. M. Maurer a dressé un bilan globalement mitigé des travaux de la COSAC et a douté qu'elle puisse valablement voir ses responsabilités élargies pour améliorer le contrôle de la subsidiarité au delà des possibilités dont elle dispose déjà.

M. Maurer a par ailleurs plaidé pour un renforcement de la coopération entre les Parlements nationaux et le Parlement européen dans le contrôle de l'application du principe de subsidiarité par le biais du contrôle du programme législatif de la Commission.

M. Maurer a estimé qu'il ne fallait pas créer une nouvelle enceinte composée de Parlements nationaux mais plutôt renforcer le mécanisme de contrôle des Parlements nationaux sur leur gouvernements, par exemple en prévoyant dans le Protocole sur les Parlements nationaux un délai de six semaines entre la présentation d'une proposition par la Commission et l'adoption de celle-ci, afin de permettre aux Parlements nationaux d'examiner le respect du principe de subsidiarité.

En conclusion, M. Mendez de Vigo a annoncé qu'une réunion conjointe du groupe avec le groupe de travail sur les « Parlement nationaux » se tiendra le 22 juillet matin (de 10h00 à 13h00). Elle sera suivie, dans l'après-midi (de 15h00 à 18h30) d'une discussion de substance à la lumière des question évoquées lors des différentes auditions.

A la suite de la réunion du 22 juillet, un premier projet de rapport à la Convention sur le principe de subsidiarité sera soumis aux membres du groupe. Il sera débattu lors de la réunion du 9 septembre. La réunion initialement prévue pour le 29 juillet est annulée.
